

Résolution

Référendum du 7 juin 2015

Le congrès ordinaire de déi Lénk, réuni le 25 avril 2015 à Schieren

- Considérant qu'après des années de discussions, un processus de refonte constitutionnelle ne sortant pas du cadre d'une commission parlementaire fut entamé, un projet de refonte qui ne correspond guère aux aspirations d'une constitution progressiste vient d'être rendu public et ;
- Considérant que déi Lénk a toujours insisté à ce qu'un processus de refonte constitutionnelle soit précédé et accompagné par un large débat public sur l'orientation d'une telle constitution ;
- Considérant que ce débat public constitue une condition pour un large et profond processus de participation active de la population à l'élaboration d'une refonte constitutionnelle ;
- Considérant que déi Lénk vient d'introduire une proposition de constitution alternative afin de décloisonner le débat public et de promouvoir la participation citoyenne aux questions fondamentales d'une constitution ;
- Considérant que le Gouvernement organise un référendum consultatif sur trois questions en relation avec la refonte constitutionnelle portant sur l'élargissement du corps électoral et la limitation des mandats des membres du Gouvernement ;
- Regrettant que le Gouvernement ait renoncé à poser la question du financement des ministres des cultes ;
- Regrettant que les propositions des questions introduites par les députés de déi Lénk relatives au statut du chef de l'Etat, de l'Etat social, de l'Etat laïc et de l'autodétermination informationnelle ont été rejetées par le LSAP, déi Gréng, le DP et le CSV ;
- Vu le programme fondamental de déi Lénk ;
- Vu les programmes électoraux de déi Lénk des années 2013, 2009, 2004 et 1999 ;
- Estimant que surtout la question du droit de vote des non-luxembourgeois est d'une importance primordiale pour le développement démocratique et social du pays ;

Appelle à

- Voter « oui » lors du référendum du 7 juin 2015 concernant
 - o la question de l'ouverture du droit de vote actif aux résidents non-luxembourgeois sous certaines conditions,
 - o la question de l'ouverture du droit de vote actif facultatif aux jeunes à partir de l'âge de 16 ans,
 - o la question de la limitation du mandat des membres du Gouvernement à 10 années consécutives ;
- S'engager activement dans la campagne référendaire pour le « oui ».